

André LORULOT

L'Idole Patrie

ET SES

Conséquences

Préface d'Alfred NAQUET

Prix: 15 centimes

**Brochure poursuivie
et condamnée
par la Cour d'Assises
du Nord**

3^e Edition — Trentième mille

LIBRAIRIE INTERNATIONALISTE
PARIS 1912

PRÉFACE

Mon ami André Lorulot me demande une préface pour la réédition de sa brochure L'Idole Patrie, et quoique je ne partage pas toutes les idées exposées dans ce travail, je suis heureux de répondre à son appel.

D'abord, les points sur lesquels nous différons, points de tactique plutôt que de doctrine, sont beaucoup moins nombreux que ceux par lesquels nous nous rapprochons. Dans plusieurs ouvrages, dont l'un encore récent : Le désarmement et l'alliance anglaise, j'ai présenté une critique de l'idée de patrie, très voisine de celle que présente Lorulot. Je ne suis pas allé, comme lui, jusqu'à me demander si ceux qui ne possèdent rien ont une patrie; mais je crois avoir démontré que les hommes forment des groupements chaque jour plus larges, que nos nations contemporaines, supérieures à ce point de vue à la tribu ou à la province, ne représentent cependant qu'un stade de l'évolution qui nous mène à la patrie continentale d'abord, à la patrie mondiale ensuite.

Et comme le sentiment patriotique est un sentiment d'opposition, que les patries s'opposent les unes aux autres, le jour où il n'y aura plus qu'une patrie, il n'y aura plus de patrie. Lors donc que Lorulot nie le dogme patriotique, comme il nie le dogme religieux, il affirme une vérité incontestable à mes yeux.

Il en affirme une autre non moins évidente, lorsqu'il montre l'armée, corollaire de la patrie, et lorsque par cela même, il considère l'idée de patrie comme un des principes les plus propres à assurer l'ordre social actuel.

Sur tous ces points, pas de dissidence entre Lorulot et moi. Sur d'autres, il est vrai, nous cessons de nous entendre. Lorulot n'admet pas qu'en cas de guerre internationale, les prolétaires aient le devoir de défendre le pays auquel ils appartiennent. Je crois, moi, que cela dépend des circonstances; que leur devoir varie avec elles; qu'ils doivent ou non défendre leur pays selon que la défaite de ce pays serait une défaite pour la Révolution universelle, ou qu'au contraire elle en favoriserait l'éclosion.

Partant de ce point de vue, je soutiens qu'en cas de guerre, tous les révolutionnaires devraient défendre la France dans l'intérêt de leur cause. Lorulot pense le contraire, mais ce sont là questions qui peuvent être controversées; et quelle que soit la conclusion à laquelle on arrive, il faut reconnaître qu'en s'attaquant à un dogme — le dernier peut-être — Lorulot fait œuvre utile.

D'ailleurs les personnes qui combattent l'idée de patrie, comme jadis celles qui combattaient la religion, sont l'objet de poursuites judiciaires et cela suffirait à me faire consentir à écrire cette préface, même si je me trouvais en désaccord sur tous les points avec l'auteur de la brochure.

Je suis un vieux républicain. J'ai combattu sous l'Empire. J'ai participé aux luttes des premiers temps de la République et je n'ai pas oublié le programme qui nous servait de drapeau. Nous proclamions le droit imprescriptible d'expression de la pensée; et nous affirmions, avec les sentiments nettement internationalistes, notre but de supprimer les armées permanentes.

Aujourd'hui, des gouvernements qui se disent républicains, non seulement abandonnent cet ancien programme en défendant le patriotisme dans ce qu'il a de plus étroit et l'institution militaire; je le leur pardonnerais, car ils pourraient invoquer pour leur défense des circonstances impérieuses. Mais ils vont jusqu'à

ressusciter les délits d'opinion qu'ils avaient stigmatisés dans l'opposition, et je ne puis leur pardonner cette abjuration.

Alfred NAQUET.

Cinq années se sont écoulées depuis que parut la première édition de mon *Idole Patrie*. J'étais alors en prison, frappé pour avoir émis cette prétention insupportable : examiner une idée sacro-sainte, ne pas me courber sans mot dire devant un principe, quel qu'il soit.

C'est un crime aussi vieux que l'homme que celui qui consiste à penser librement. Et toujours il fut réprimé impitoyablement.

Et après ? On n'empêchera jamais les esprits clairs de découvrir la vérité, les consciences fortes de la répandre et de là proclamer, les natures fières et droites de la vivre. Malgré tout, l'idée humaine continuera sa route.

Plus que jamais, je pense que le patriotisme doit être discuté, qu'il n'y a pas de *credo*, de dogme intangible; plus que jamais je déclare que nous avons le droit de voir clair, de discuter, de raisonner, d'agir ou de ne pas agir selon les conseils de notre raison, de notre expérience, sans tenir compte des lois, des violences, des préjugés et des croyances qui entravent la marche de l'homme.

Ce n'est certainement pas la période présente qui pourra modifier ma conception. Les plus basses passions populaires semblent se réveiller, les instincts sanguinaires et cocardiens sont encore exploités et cultivés par des gouvernants sans vergogne, ce n'est pas le moment de cacher notre lumière et de taire nos critiques. Bien au contraire. Redoublons d'efforts contre les sots préjugés, contre les autorités néfastes, affranchissons les cerveaux de ce mensonge inconcevable: la patrie qui permet aux bénéficiaires de l'iniquité sociale de conserver les privilèges qu'ils ne détiennent qu'au détriment d'une foule, dont la souffrance égale à peine la résignation.

C'est à cette œuvre utile et féconde que j'ai voulu collaborer à nouveau, en rééditant le présent opuscule, lequel a déjà tant circulé un peu partout. On y trouvera des additions, des corrections, des remaniements. La thèse est mieux développée, les arguments sont plus nombreux, la matière est plus importante. Malgré cela, j'ai voulu conserver à *l'Idole Patrie* la forme qui lui avait permis de pénétrer partout et de faire — je l'espère du moins — un peu de besogne éducative.

A. L.

Paris, le 25 Mai 1912

PREMIÈRE PARTIE

LE MENSONGE PATRIOTIQUE

Les préjugés, plus encore que les
intérêts en conflit, empêchent
les hommes de s'aimer.
Hugues Le Roux.

Qu'est-ce que la patrie ? Afin d'éviter toute accusation de partialité, je puiserai la réponse à cette question à une source dont nul ne songera à incriminer le caractère subversif. C'est à M. l'Avocat Général Sélignmann, de haineuse et ridicule mémoire, que nous allons la demander. On se souvient que M. Sélignmann fut le magistrat désigné pour requérir, lors du fameux procès de *l'affiche rouge*, qui se clôtura par la condamnation implacable d'un certain nombre d'anti-militaristes. J'ajouterai que ce procès, par les débats d'idées qu'il souleva ne fut pas étranger à la rédaction de la présente brochure, lancée dans la circulation publique peu de temps après cette affaire.

Voici donc ce que disait l'Avocat Général Sélignmann, et ce qu'ont répété après lui les avocats généraux de France chargés de fulminer contre les accusés anti-patriotes et anti-militaristes :

La patrie est un être réel ! Elle émane de la sueur et du sang de toutes les générations qui se sont succédées. En un mot, la patrie c'est la réunion de 38.000.000 d'habitants qui parlent la même langue, qui ont les mêmes coutumes, qui obéissent aux mêmes lois, qui ont les mêmes intérêts et qui se sont groupés pour défendre tout ce qu'ils aiment contre les malveillants du dehors et au besoin même contre ceux du dedans !

Cette définition exprime et résume assez bien le sens que l'on donne habituellement au mot *patrie*. Ce sont bien les « arguments » que nous sommes accoutumés à entendre ressasser à droite et à gauche par tous ceux qui cherchent à nous convaincre de la nécessité du militarisme et de la grandeur de l'idée patriotique.

Pour faciliter le travail de critique auquel je veux ici me livrer, j'envisagerai le problème sous différents aspects, qui nous permettront de l'examiner dans son ensemble sans négliger aucun détail utile.

Nous discuterons donc la valeur du patriotisme aux points de vue suivants:

HISTORIQUE. (Traditionalisme, souvenirs nationaux, culte des grands hommes et de leurs exploits) ;

GÉOGRAPHIQUE. (Liens qui relient l'individu à une certaine portion du territoire) ;

SOCIOLOGIQUE. (Identité de coutumes, de mœurs, de langages, de religions, de psychologie) ;

ECONOMIQUE. (Assujettissement aux mêmes lois, défense d'intérêts identiques).

*
* *

Au point de vue historique, il nous est facile de constater que la patrie ne présente aucun caractère de fixité, de stabilité et que le patriotisme est un sentiment variable, se modifiant à l'infini.

Telles que nous les connaissons, les patries ne ressemblent aucunement aux groupements organisés par nos ancêtres.

Cherchons l'origine du patriotisme jusqu'aux époques antiques, au cours desquelles les conditions de vie étaient fort différentes des nôtres, et nous pourrons nous rendre compte que les hommes ne connaissaient nullement la « noble » idée nationale !

Comment auraient-ils pu être patriotes, alors que la société n'existait qu'à l'état embryonnaire ? Les groupements sociaux étaient rudimentaires, ils n'établissaient pas entre leurs membres les fortes disciplines et les liens étroits qui existent dans la société présente.

La première société — ou, si l'on veut, la première *patrie* — fut la famille. On pourrait dire que ce fut l'individu, mais l'individu ne se suffit pas à lui-même. C'est la famille, c'est-à-dire l'union sexuelle, associant l'homme et sa compagne, pour la lutte, l'amour et la reproduction, c'est la famille qui constitue la cellule biologique de l'espèce, qui lui permet de se perpétuer et qui assure à l'individu les conditions indispensables à la vie personnelle et au bonheur.

Ce fut donc sous cette première forme d'association que les hommes ont ressenti le besoin d'entr'aide, de solidarité. Le devoir familial fut longtemps essentiel et vint primer toutes autres considérations. Le chef de famille possédait une autorité qui ne devait pas être contestée, c'est lui qui exerçait le commandement et appliquait la législation, punissait les délinquants et veillait à la conservation de l'édifice familial. Celui-ci est de nos jours peu respecté, mais il est encore possible de constater la toute puissance du dogme de la famille, dogme foncièrement autoritaire qui engendra toutes les autres manifestations de coercition sociale.

A peine groupés par familles, ou par clans de quelques familles unies par des liens consanguins, essentiellement nomades, nos ancêtres voyaient leur existence absorbée par les soucis d'une lutte continuelle contre un milieu hostile. Ils devaient défendre leur vie menacée par les fauves, réagir contre les éléments naturels (d'autant plus dangereux qu'ils étaient incompris) aller à la recherche d'un butin difficile à arracher et à conserver, combattre fréquemment les autres hommes aussi ardents à la lutte et obligés également de dépenser toute leur activité pour ne pas être écrasés dans le douloureux combat pour la vie.

Ces hommes ne pouvaient guère ressentir que des sentiments d'égoïsme restreint. Leur solidarité ne s'étendait qu'à leurs proches, auxquels des liens aussi impérieux qu'indéfinis semblaient les attacher. Chacun travaillait pour l'intérêt familial, par extension pour l'intérêt du clan (le clan fut la famille élargie, l'agglomération de plusieurs branches co-latérales, émanant d'un même tronc principal). Les autres clans, les autres familles étaient presque toujours considérés comme des adversaires et comme ces demi-sauvages passaient leur vie dans des déplacements continuels, ils n'étaient pas attachés au sol, à une partie quelconque de territoire. Leur patriotisme (si on peut lui donner ce nom) était aussi étroit qu'ambulatoire. C'était l'esprit de corps, la solidarité d'une bande luttant pour un but identique : l'égoïsme de chaque associé. Bien entendu, cela était décoré et embelli de déclarations conventionnelles et creuses : beauté de la famille, devoirs filiaux, etc. La solidarité familiale était prônée comme un devoir auquel nul ne devait se

soustraire. Aujourd'hui, ce dogme a été dénoncé, comme tant d'autres, et les esprits affranchis se refusent aux prétendus devoirs imposés en son nom.

Voici donc l'origine de la société humaine et, conséquemment, de l'instinct social — que d'aucuns veulent identifier avec le dogme patriotique.

Nous voyons déjà qu'il est impossible d'établir aucune comparaison entre l'instinct qui pousse les hommes à s'associer pour la lutte immédiate et pour la défense d'intérêts collectifs et le sentiment factice et rocambolesque dont le magistrat sus-cité, cherchait naguère à nous donner une définition scientifique.

Le développement de la civilisation, en créant de nouveaux besoins, en élargissant le champ de la mentalité humaine, contribua à créer des groupements sociaux de plus en plus nombreux et une solidarité de plus en plus étendue.

Les hommes, devenus sédentaires, se fixèrent dans certains lieux, préférés en raison de certaines commodités, de leur climat, de la fertilité de leur sol. Plusieurs clans s'associent, l'agriculture est fondée, l'homme cesse d'être le barbare poursuivant l'éternel butin, il devient maître de sa destinée, force le sol à produire et libère son esprit du souci de la faim, de la peur du lendemain. Désormais, il ne luttera plus pour la possession de la proie abattue à coups de bâton ou percée d'une flèche, il luttera collectivement pour la défense du sol ensemencé, du bétail, des huttes construites, en un mot de la patrie naissante. Il luttera aussi pour la femelle, que des rivaux convoitent. Mais ceci est une nécessité éternelle, son prédécesseur connaissait déjà la compétition sexuelle, plus terrible encore que la lutte économique. Elle subsiste encore aujourd'hui, sous une autre forme, plus hypocrite peut-être, mais il est évident qu'elle ne doit pas disparaître, avant longtemps en tout cas, des mœurs humaines.

La patrie c'est donc la cité, — simple extension de la famille — elle est restreinte à la communauté qui l'habite et chaque cité possède ses traditions spéciales, son culte, ses divinités particulières, ses coutumes, son langage. Ce patriotisme, nous le trouvons dans l'antiquité, en Grèce par exemple, où nous constatons son étroitesse. Le citoyen athénien se doit corps et biens à Athènes, le thébain à Thèbes, etc. Chaque cité, république ou autocratie — s'administre elle-même et ses rapports avec les cités voisines sont accessoires, purement occasionnels et quelquefois hostiles.

Sous l'Empire Romain, ainsi que dans d'autres circonstances historiques, le patriotisme s'élargit parfois. Par la volonté d'un César, l'ambition d'un tyran, certains peuples conçoivent la belliqueuse utopie d'étendre la domination de leur patrie à l'univers entier et de courber tous les peuples sous leurs lois. Les unes après les autres, ces chimères s'écroulent. Les Barbares surgissent et les patries, brisées, disparaissent devant la confusion des déchirements continuels et l'obscurité despotique du moyen-âge et de la féodalité.

Où sont les patries, à travers les sanguinaires conquêtes, les luttes fanatiques, les guerres religieuses, les compétitions seigneuriales ? Que deviennent les nations, alors que les provinces sont constamment perdues par les uns, reprises par les autres, et que les villes, saccagées, assiégées, rasées parfois, changent à tout instant de gouvernement ?

De ces luttes sans fin, de ces chocs formidables, il sortira pourtant quelque chose. Des vainqueurs apparaissent, consolidant leur victoire par tous les moyens. Ces potentats, plus téméraires, plus puissants, plus heureux que leurs rivaux,

appesantissent lourdement leur joug sur les populations. Ils agrandissent leurs possessions par les moyens les plus frauduleux, par des conquêtes, par des traités, par des héritages, par des combinaisons jésuitiques et criminelles. C'est la constitution des grands fiefs provinciaux, des duchés, des principautés, c'est l'apparition de ces grands seigneurs qui pendant longtemps vont tenir tête aux souverains, auxquels ils sont fréquemment supérieurs, en forces et en biens.

Malgré les transformations qui se produisent encore, dans la distribution gouvernementale, au hasard des luttes et selon les résultats des conflits engagés, nous remarquons déjà, dans les groupements sociaux une unité plus grande, une homogénéité plus réelle.

Enfin, c'est la « Grande » révolution française qui a mis définitivement en honneur le mot « patrie ». Elle a consacré le nivellement qui s'était produit peu à peu par les manœuvres royales, elle a institué cette unité nationale, base essentielle du patriotisme, unité que devaient renforcer d'une façon encore plus caractéristique les vingt années de guerres européennes qui ont suivi l'avènement du tyran Bonaparte,

Ainsi, le XIX^e siècle a réalisé à peu près la formation des grandes puissances européennes actuelles. Après avoir réuni, rassemblé des hommes de nationalités, de goûts, de mœurs différents, les dirigeants en ont formé un bloc, bloc qu'ils ont cimenté avec leur éducation chauvine et patriotique. C'est à l'aide du mensonge de l'Unité nationale que les modernes tartuffes, les exploiters cyniques de tous les préjugés, souteneurs de toutes les erreurs, de toutes les ignorances, ont édifié ce sentiment imbécile, mais puissant : le patriotisme.

La force de ce sentiment est imputable, nous le savons, à l'éducation scolaire, à l'enseignement historique soigneusement rempli de faits glorieux (?), du récit de luttes épiques, d'éloges aux tueurs célèbres. C'est à l'aide de cette science historique truquée, de ce culte des ancêtres et de ce respect des traditions, que l'on parvient à développer, chez l'enfant d'abord, chez l'adulte ensuite, la croyance aveugle en l'existence de la patrie.

Nous voyons ainsi qu'au point de vue historique, *il n'y a pas de patrie*. L'histoire des sociétés humaines nous apprend quelle a été l'évolution de ces dernières. Elles ont subi de continuelles transformations — leurs modifications d'hier et d'aujourd'hui peuvent nous faire prévoir celles qu'elles traverseront demain. Obéissant à la grande loi du progrès, la société humaine est partie de la cellule sociale : la famille. Elle est passée par le clan : agglomération de plusieurs cellules sociales, de plusieurs familles. L'association de plusieurs clans devenus sédentaires donna naissance à la cité, première forme de la patrie géographique. Enfin, les dirigeants de la Cité, étendant leur puissance sur les cités moins importantes, ont constitué la province, le fief seigneurial, qui, à son tour dut disparaître devant la puissance royale, s'exerçant sur plusieurs provinces.

Demain, l'évolution humaine brisera les frontières actuelles. Elles ne seront pas plus durables que ne le furent celles de la famille, du clan, de la petite patrie féodale. Le trésor humain s'agrandit chaque jour, l'audace scientifique ne connaît plus de limites ; il faut que la société contemporaine fasse éclater les cadres vermoulus qui la compriment encore et il faut qu'elle s'épanouisse.

La patrie fera place à l'humanité ; la solidarité ne connaîtra plus de lois, ni de contraintes ; il n'y aura plus d'étrangers ; tous les humains apprendront sinon à s'aimer, du moins à se connaître et à s'apprécier a posteriori et cela constituera un progrès considérable sur l'état actuel de barbarie patriotique et de partis-pris chauvin.

Tant pis pour les traditionalistes, pour ceux qui parlent du « Passé » avec une émotion d'autant plus grande qu'en général ils le connaissent très mal et n'ont

pas la moindre idée des lois qui ont présidé aux phénomènes qui constituent son histoire... La patrie n'est pas un fait immuable, intangible. C'est une forme passagère de l'évolution sociale, qui ne justifie nullement les grotesques tentatives de ceux qui voudraient instituer la religion patriotique.

Mais les patriotes qui raisonnent ainsi sont des cerveaux bien inférieurs. Il en est qui essaient de donner au patriotisme une base d'apparence plus scientifique. Ceux-là nous parlent des races. A les entendre, ce ne sont pas les phénomènes historiques qui constituent la patrie, ce sont les caractères ethniques différenciant les hommes par des particularités incontestables.

On pourrait d'abord faire remarquer à ces patriotes que leur objection n'est pas valable, car les races ne correspondent pas aux nationalités. Il peut se produire un fait bizarre, c'est que deux peuples, obéissant à des gouvernements différents, mais appartenant à la même race, soient poussés l'un contre l'autre dans une conflagration. Le patriotisme actuel n'est nullement conforme à la distribution géographique des races et l'argument de ceux qui se basent surtout sur l'existence de ces dernières, est donc, par ce seul fait, dénué de toute valeur aux yeux des anti-patriotes.

Mais il y a mieux, beaucoup mieux. L'idée de race est absolument insoutenable. Les hommes actuels sont le produit de mélanges disparates et complexes. Il n'y a pas de race pure. Toutes sont en voie de fusionnement, elles ont échangé, non seulement leurs idées, leurs mœurs, leurs langages, mais encore leur sang et se sont communiqué une grande partie des caractères susceptibles de les différencier.

Dans une étude publiée il y a quelque temps, dans la *Revue*, par un écrivain qui n'est d'ailleurs pas un anti-patriote, nous puisons quelques documents, fort instructifs, sur le *Préjugé des Races*.

On nous parle, par exemple, du noble sang gaulois qui circule dans nos veines ? 0 clichés redondants de la très laïque école gouvernementale ! Eh bien ! cette phrase creuse — comme tant d'autres — n'abrite qu'une fiction, un mensonge.

Au temps de Jules César, la France comptait déjà parmi ses habitants, trois peuples appartenant à des races différentes. Les Aquitains, les Belges, les Gaulois.

D'après Plutarque, César aurait fait périr sur les champs de bataille, environ un million de Gaulois. Si l'on tient compte des procédés d'extermination employés à leur égard lors de nombreuses invasions barbares, on s'aperçoit que le nombre des Gaulois avait été réduit en Gaule à une quantité très restreinte. A côté des Cimbres, des Teutons et des Suèves, que de peuples et de peuplades ont fait irruption en Gaule, mêlant leur sang à celui de ses habitants !

N'oublions pas non plus toutes les peuplades germaniques (Alamans, Saxons, Vandales, Sarmates) et les Francs eux-mêmes qui ont réussi, en 438, à s'emparer de la France !...

De nombreuses peuplades venant des pays Slaves, d'Asie, de Phénicie, d'Afrique, s'établirent, également en France. Pour donner une idée de ce mélange de peuples, il nous suffira de faire l'énumération des peuples qui suivent, formant les éléments constitutifs de la nationalité française — nomenclature peu faite pour réjouir nos revanchards patriotes.

Aquitains, Silures, Ibères, Basques, Vascons, Suètes, Libici, Sardones, Conquerraniens, Bifuriges. Arvernes, Pictons, Cambolectes, Ageriens, Andogades, Camuses, Venetes, Curiosolites, Osismiens, Abricantians, Auleriens, Lexoviens, Lingones, Helvètes, Vandales, Alains, Taifales, Agathyrse, Ruthènes, Polonais, Vanedes, Belges, Cimbres, Visigoths, Francs, Burgondes, Saxons, Allemands, Suèves, Phéniciens, Sarrasins, Juifs, Etrusques, Pelasges, Avars,

Cumans, etc. Il faudrait ajouter aussi quelques peuples négroïdes. De plus, la France reçoit sans cesse de nouveaux contingents d'émigrants, le nombre des étrangers résidant en France atteignant une proportion de quarante pour mille.

Ce qui est vrai pour le peuple de France, l'est également pour tous les autres. Par leurs déplacements, par leurs unions sexuelles, par la fusion de leurs caractères ethniques, la circulation incessante de leurs idées, les hommes perdent rapidement les singularités qui pouvaient les différencier, alors que les peuples avaient peu de rapports entre eux et que nulle influence ne venait rivaliser avec celles qui résultaient de leur vie, des conditions telluriques, etc.

Nulle part nous ne voyons de races, groupées, réunies, vivantes. Ce qui nous permettra d'affirmer que, non seulement la patrie n'a pas d'existence historique, mais que les hommes qu'elle prétend englober n'ont pas, entre eux, de liens de fraternité consanguine plus sérieux et plus réels qu'ils peuvent en avoir avec n'importe quel « étranger », habitant par delà les frontières conventionnelles mais n'en possédant pas moins une structure identique, des caractères équivalents, découlant d'une hérédité aussi difficile à saisir dans un cas que dans l'autre et d'une éducation semblable dans les grandes lignes de ses programmes et dans l'esprit de ses méthodes.

*

* *

Les patriotes ne manquent jamais d'exploiter un sentiment qu'ils estiment favorable à leur cause et qui, pourtant, doit logiquement se retourner contre elle : l'amour du pays natal.

Certes, comme le végétal, comme l'animal, l'homme est relié étroitement à la terre qui l'a vu naître et qu'il a habitée. Mais, ces liens sont surtout des liens sentimentaux. C'est l'amour du pays, avec les souvenirs qu'il rappellera, maison où l'on a grandi, les amis que l'on a connus, etc. Seul un être inférieur ou grossier pourrait ne pas connaître le charme qui s'attache à ces choses. Je revois toujours avec plaisir les bords de la Seine, qui ont assisté à tant d'incidents de ma vie et j'entends toujours avec émotion le puissant bourdonnement de la capitale qui a connu mes premiers pas, mes espoirs, mes luttes, mes rancœurs : ma vie, pour tout dire en un seul mot.

Mais il me faut ajouter que ce sentiment n'est pas exclusiviste. Les rives du majestueux Léman me rappellent aussi bien des choses et m'attirent également — encore qu'elles soient situées par-delà la frontière stupide. Et si une partie de ma vie s'était écoulée dans une partie géographique quelconque, il n'est pas douteux que cela eût été suffisant pour m'attacher à ce pays par toutes les fibres de mon être. Celui qui aura été élevé loin de son pays, dans de bonnes conditions, ne s'inquiétera jamais de sa « Patrie », pas plus que celui qui n'y aura connu que la misère et la souffrance.

La patrie est le lieu où l'on est bien, phrase toujours juste et toujours vraie ! Oui, la patrie c'est, ou plutôt **ce devrait être** l'endroit où l'on est heureux et où l'on espère vivre dans le bonheur et dans la joie.

L'amour du pays natal n'a rien de comparable avec le patriotisme. On peut garder les doux souvenirs que suscite en soi l'évocation du cadre dans lequel se déroule notre vie, ou une partie de notre vie, on peut être attaché à certain village, aimer certains coteaux, certains lacs, préférer sa montagne aimée à tout autre paysage, ceci, c'est du sentimentalisme. C'est chose individuelle, de peu de poids dans les problèmes sociaux qui nous préoccupent. Il est vrai que la vanité des hommes n'a d'égale que leur sottise. Ils s'imaginent volontiers qu'aucun village n'est digne d'être comparé au leur, ils sont persuadés que leur langue est la plus belle, la plus expressive, que leurs coutumes sont les meilleures, etc., etc. Ce n'est

plus le sentiment naturel dont nous venons de parler, mais au contraire une déformation obtenue par l'éducation patriotique et facilitée surtout par l'ignorance des hommes ne voyageant que très peu et ignorant tout des hommes d'ailleurs, ainsi que de leurs mœurs.

Respectons donc le « goût du terroir ». Les anti-patriotes, quoi qu'on en dise, n'ont jamais songé à le détruire. Ainsi que tout sentiment, il ne se commande pas, il n'est ni obligatoire, ni éternel et comme il ne peut gêner en rien le développement rationnel de l'individu, nous devons le conserver au même titre que toutes les sources d'émotivité qui concourent à donner à la vie un coloris indispensable.

Les patriotes n'oublient qu'une chose. C'est que l'attraction qui relie, par exemple, le paysan bourguignon à son village et à ses coteaux, n'a rien à voir avec les sentiments que peuvent inspirer à d'autres hommes la neige du Mont-Ventoux, les sapins des Vosges, l'enchantement de la nature méridionale, etc. Il ignore ces choses, ces lieux, ces impressions et il est évident qu'il ne peut que rester aussi indifférent à leur égard, qu'à l'égard de la Patagonie, des cimes de l'Himalaya ou des curiosités berlinoises...

Le patriotisme officiel prétend coordonner des sentiments absolument différents. Il crée une confusion, très facile à dévoiler comme on vient de le voir et c'est uniquement à l'aide de l'exploitation d'une sentimentalité générale, parfois mal définie et aveugle, que les gouvernants parviennent à transformer cette sentimentalité naturelle et louable en un instinct truqué, mensonger, haineux.

Quant à la valeur géographique de la patrie, elle est fort difficile à établir. La Patrie?... c'est la France, répètent les perroquets. Et la France ? C'est une certaine portion de territoire, ainsi qualifiée.

Explication peu satisfaisante en vérité. Car, en somme, je ne vois pas par quels procédés votre patrie peut se délimiter, se fixer. Elle est aussi élastique au point de vue géographique qu'au point de vue historique. Combien de provinces et de villes qui ont été allemandes, belges ou espagnoles avant d'être françaises et qui sont redevenues belges, allemandes, espagnoles ou autre chose encore, selon les résultats d'une guerre, d'un conflit ou d'un traité?

A quoi donc reconnaître, géographiquement, les patries ?

Voici la voix du plus cocasse, et peut-être aussi, hélas, du plus sincère patriote, qui s'élève. Ecoutez Déroulède proclamer que : « Les nations ont des limites naturelles et sacrées que les conquérants ne sauraient effacer... Ainsi à l'Est la frontière naturelle de la France, est formée par le Rhin, le cher Rhin que nous avons perdu ! »

Eh ! bien, je ne vois pas pour ma part, comment et pourquoi le Rhin, les Alpes, les Pyrénées, etc. peuvent constituer des limites plus naturelles et plus sacrées que le Danube, l'Escaut, l'Oise, les Cévennes ou toute autre rivière ou toute montagne. Le choix d'une frontière n'est-il pas absolument arbitraire et sans aucune valeur scientifique?

Et, si nous voulions aller plus loin encore, par un raisonnement plus serré, d'une logique plus scientifique, nous pourrions répéter une vérité qui ne fut jamais contredite, car elle découle du transformisme universel :

« Les travaux de Lavoisier, de Mayer, d'Helmholtz et de nombreux savants nous apportent la certitude irréfutable de la conservation de la matière et de l'énergie, ainsi que de leur indestructibilité à travers les multiples et successives transformations auxquelles elles sont sujettes. Cette matière et cette énergie (qui, réunis et combinés, forment la substance universelle, c'est-à-dire tout ce qui existe) sont identiques partout, et dans leur nature, et dans leurs manifestations, et dans leurs lois.

« L'investigation chimique peut démontrer l'identité absolue de tous les corps quels qu'ils soient, composés de la même matière, animés par la même force, soumis aux mêmes phénomènes. Et l'analyse spectrale est venue nous apprendre que partout ils trouvent, encore et toujours, l'universelle substance (matière-énergie) toujours semblable, partout identique — dans nos corps, dans les objets qui nous entourent, dans la constitution de notre planète, de notre système solaire (insignifiante partie de l'infini sidéral) et dans tous les astres et planètes analysés et étudiés par la science.

« Où trouver une « patrie » dans ces corps, dans cette atmosphère, dans ce globe, dans ces gaz, ces mélanges et ces combinaisons si diverses auxquels nous assistons ? Comment dresser des frontières, établir une propriété, une démarcation lorsque l'on réfléchit consciemment à la nature de la vie éternelle et à ses lois ? Comment prétendre orgueilleusement enfermer dans le cadre d'une idée folle et fausse ces corps universels qui s'associent et se dissocient sans s'occuper de vos barrières imaginaires et de vos décisions mesquines !

« Matérialistes et déterministes convaincus, nous ne voyons et nous ne connaissons que la substance, partout la même, en France, en Allemagne, au Chili, dans tous les soleils qui gravitent au lointain du firmament, accomplissant éternellement le cycle harmonieux de leurs évolutions mathématiques ! »

*

* *

La patrie, c'est la réunion des 38 millions d'habitants qui parlent le même langage, qui ont les mêmes coutumes, obéissent aux mêmes lois, etc.

Ne l'oublions pas, c'est M. Sélignmann qui parle, porte-parole du patriotisme bourgeois !

La place m'est mesurée. Je ne veux pas trop développer cette étude qui s'adresse à tous et qui doit pénétrer partout. Je réfuterai donc avec brièveté les autres affirmations contenues dans la définition de notre éminent patriote.

Voici donc le côté sociologique de la question.

On a souvent démontré la fausseté de l'argument qui consiste à dire qu'il y a unité de langage entre les habitants d'une même « patrie ».

En effet, l'Auvergnat s'exprime dans un patois incompréhensible pour le Parisien. De son côté, le Flamand ne peut davantage s'expliquer avec le Breton qu'avec le Marseillais. Et il en est de même pour tous les dialectes provinciaux que la prétendue unité nationale n'est pas parvenue à faire disparaître.

Nous voyons des similitudes frappantes, par contre, entre les patois de certaines contrées situées auprès des frontières. Le jargon du Nord ressemble beaucoup à la langue flamande. Le patois du Roussillon est presque semblable au langage catalan, employé dans le Nord-Est de l'Espagne, etc., etc.

Aussi, s'il fallait ramener et restreindre la patrie à l'endroit où l'on cause une même langue, ce serait un véritable démembrement et il y aurait place pour une douzaine de patries dans notre «belle» France. Le Corse parle italien, nous n'en voulons pas. Le Breton parle la langue Celtique, dans le Midi, c'est la langue d'Oc, en Alsace, c'est l'allemand, dans le Roussillon, on ne comprend que le catalan, etc., etc. A l'extérieur, c'est la même chose ; en Belgique, en Suisse, au Piémont, on parle français; en Russie, on parle allemand dans les provinces baltiques. De tels exemples abondent...

L'unité de langage ne prouverait pas grand'chose. Ce ne pourrait être qu'un indice d'une solidarité plus réelle, plus profonde. Cet indice n'existe même pas puisque nous venons de voir qu'il y a une diversité très grande dans les divers idiomes usités aux quatre coins de France.

Pour les coutumes, les mœurs, les idées, les religions, il nous est facile de faire la même remarque.

Les mœurs et les habitudes du Nord n'ont rien de commun avec celles du Midi. Non seulement les coutumes varient de contrée à contrée, mais encore entre les classes, entre les corporations, entre les religions. Pour ces dernières, nous voyons qu'elles mettent en opposition les habitants d'un même pays. N'assistons-nous pas chaque jour à des déchirements continuels entre juifs, catholiques, libre-penseurs, protestants?

Pas d'unité de croyance ou de culte. Ni dans le langage, ni dans les mœurs, ni dans les conceptions intellectuelles nous ne voyons les membres de la patrie actuelle agir avec uniformité. De nos jours, les questions d'idées divisent de façon catégorique tous les compatriotes. Les partis politiques se déchirent avec haine. Propagateurs d'une idée sociale ou adeptes d'une secte quelconque se heurtent dans des tournois où ils dépensent assurément autant de colère que s'il s'agissait pour ces bons patriotes de pourfendre l'ennemi, l'ennemi national et héréditaire !

La patrie n'est pas constituée davantage par le bagage littéraire, artistique, scientifique et intellectuel. Depuis longtemps, la pensée s'est internationalisée ; il n'y a pas de génie français ou de génie allemand, il n'y a que la science et la raison, et elles sont et ne peuvent être qu'universelles.

Quant à l'obligation sociale qui consiste pour tous les membres d'une même nation à subir des lois identiques, ce n'est pas un argument patriotique. Si nos subissons, Français, un même gouvernement, c'est parce que nous sommes assez crédules pour croire que la forme autoritaire est bienfaisante. Les autres peuples subissent également des lois et, comme nous, sont conduits par des maîtres. Les différences existant entre ces lois et ces gouvernants ne sont pas imputables à la supériorité respective des patries. Toutes les patries se valent et quand l'atmosphère de l'une d'elles semble plus respirable, il faut l'attribuer uniquement à l'existence d'une mentalité générale plus éclairée, au développement de l'instruction et de la valeur individuelle.

C'est d'ailleurs un privilège médiocre que l'obéissance aux lois de "notre" patrie. Ne savons-nous pas que les entraves à notre développement, à notre liberté, à la satisfaction de nos besoins sont engendrées par ces lois ? Ne savons-nous pas aussi que ces lois restrictives d'indépendance ne sont douloureuses que pour les faibles, les pauvres et les opprimés, et que partout, les capitalistes et les possédants fabriquent les lois à leur avantage, profitant des pouvoirs qui leur sont concédés par leurs stupides et volontaires esclaves ?

La société patriotique est donc une véritable cacophonie dans laquelle nous ne rencontrons aucune harmonie intellectuelle, aucune similitude de goûts, d'aspirations, d'idéal. Quels "frères" bizarres que ces prétendus fils d'une même mère !

*

* *

Nous arrivons à la question économique — question passionnante entre toutes:

Français, défendez votre patrie, c'est votre intérêt, c'est l'intérêt de tous les Français, car vous êtes tous solidaires.

C'est bien là la plus épouvantable et la plus cynique des affirmations.

Elle n'en sera que plus facile à infirmer.

Le mineur qui agonise au fond du puits, le paysan voûté vers le sol dans un effort perpétuel, l'ouvrier épuisé par l'usine, les femmes que tuent l'anémie, le surmenage ou la prostitution, les vagabonds, les parias, les misérables — toute

la horde des spoliés et des asservis peut se féliciter. Elle est Française ! Elle a une patrie — à défendre !

Oui, vous tous dont l'existence est une souffrance et le corps une loque sans valeur individuelle, vous êtes solidaires du bourgeois crevant de pléthore, du galonné insolent, de toute la clique exploiteuse et meurtrière ! Comme vous, ils sont Français. Considérez-les ainsi que des frères !

Une telle affirmation n'est-elle pas le comble de la crapulerie perfide et du cabotinage éhonté ?

Certes, je ne m'incline pas devant la religion aveugle de l'ouvriérisme pratiquée par les socialistes, je suis loin de diviser les hommes en deux armées antagonistes d'exploiteurs et d'exploités, mais il est néanmoins certain que l'ouvrier conscient, celui qui pense et qui se révolte, ne saurait avoir aucun lien, aucune attache avec celui qui l'exploite et l'opprime.

Il est vrai, d'autre part, que ces liens n'existent même pas chez les ouvriers et qu'il n'y a pas de sympathie, de solidarité, d'esprit de classe ; l'antagonisme entre les hommes est général et la fatalité économique les pousse à se ruer mutuellement les uns sur les autres pour s'entre-déchirer, les exploités contre les exploiters, les exploités entre eux et même parfois les exploiters entre eux.

C'est la concurrence actuelle, c'est la lutte pour l'existence, qui constituent la plus évidente négation du patriotisme social. Il n'y a pas de communauté d'intérêts, tout nous le démontre, tout nous le crie, et les dures expériences de la vie se chargent bien vite de l'apprendre aux naïfs et aux confiants. C'est la lutte sourde, sans arrêt, sans merci et sans compassion. C'est le déchaînement de tous les appétits.

Nous avons simplement des intérêts et des avantages individuels. C'est pourquoi je dis que la solidarité sociale ou nationale est un vain mot. Il n'y a pas, il ne saurait y avoir aucun rapport, aucune sympathie, aucun but commun entre l'ouvrier conscient et le patron ou le bourgeois, ni entre des travailleurs abrutis et des révolutionnaires.

La seule solidarité effective, vraie, c'est la camaraderie consciente des anarchistes ; car elle a un but, une raison d'être et des motifs basés sur l'égoïsme raisonné et logique, aboutissant à l'individualisme associé. En dehors de notre conception de fraternité, il n'y a pas de solidarité réelle. De récents événements sont venus le montrer de façon attristante, certes. Dans la lutte engagée par quelques-uns des nôtres contre une société implacable, n'avons-nous pas vu des camarades faire le sacrifice de leur liberté, de leur vie même, pour assurer le gîte, l'hospitalité à des réfractaires traqués sans merci par une police féroce et une foule lâche ?

Ce sont des exemples que les anarchistes sont seuls à fournir au milieu de l'universelle corruption. Car il ne saurait y avoir place pour la fraternité dans notre société de bêtes féroces. Il peut y avoir des ententes corporatives, des compromissions pécuniaires ou des alliances commerciales, mais cela n'a rien à voir avec le grand et noble principe de la solidarité humaine.

C'est chacun pour soi, c'est la lutte, et les mots de fraternité, de solidarité, d'intérêt national ne sont que des déclarations hypocrites.

Il est logique qu'il en soit ainsi. Nous n'avons rien à défendre. Nous sommes maintenus dans la privation, la misère, le servage. Nous ne possédons rien. Notre vie est pénible, privée de tout bonheur, de toute joie, nous ne connaissons jamais

les jouissances de la liberté, du savoir, de l'art. Dans ces conditions, comment pourrions-nous accepter de collaborer à la défense de la patrie ?

Les capitalistes ne manquent pas de raisonner ainsi, chaque fois qu'ils ont avantage à le faire. Très souvent, ils placent leurs capitaux dans des banques étrangères, lorsqu'ils escomptent un profit plus grand. Et nous avons vu des patrons patriotes, en lutte avec des ouvriers grévistes, faire racoler à l'étranger de pauvres malheureux qui venaient leur permettre d'étouffer les revendications de leurs salariés, en venant remplacer ces derniers (des Français pourtant) dans les usines qu'ils exploitent de façon si patriotique.

Dépouillés par la classe bourgeoise, il est de toute logique que nous lui laissions le soin de défendre elle-même les privilèges qu'elle détient arbitrairement, grâce à la bêtise ouvrière, quand ces privilèges seront menacés. Pour notre part, nous ne marchons pas !

Et si nous n'avons rien de réel, de tangible, d'effectif à défendre, à plus forte raison ne voulons-nous pas marcher pour des traditions mensongères, pour la loque tricolore ou pour la vertu contestable de Jeanne d'Arc. Tout cela nous indiffère, ne comptez pas sur nous...

Nous ne voulons plus mourir pour des mots creux, pour des clichés retentissants, pour des mensonges évidents. Nous voulons vivre pour nous, c'est-à-dire contre tous les exploités... Le prolétaire, le misérable, l'esclave, l'homme d'indépendance et de raison doivent être anti-patriotes.

Greffé sur toutes ces erreurs, s'ajoutant à tous ces mensonges, vient éclore naturellement le dogme religieux de la patrie. Pour que cette idée puisse pénétrer profondément dans les masses populaires, pour que cette théorie insipide prenne racine et se perpétue, il était indispensable de lui donner des aspects en rapport avec les mentalités arriérées, frivoles et fanatiques.

C'est le motif de la religion du drapeau, du culte de la patrie, religion intolérante entre toutes, prêchant la haine de l'étranger comme les religions prêchent l'extermination des hérétiques et comme elles aussi, aboutissant, au nom d'un intérêt «supérieur» et «sacré», au complet et désintéressé abandon de soi-même, à l'abnégation et au sacrifice de la vie.

On le voit, rien ne manque à la religion patriotiques temples, divinités, idoles, fétiches, dogmes; elle possède un bazar complet et un attirail perfectionné.

Elle exploite, elle utilise, elle absorbe l'énergie et la vie de ses fidèles dans l'intérêt des prêtres astucieux qui officient au nom d'une idole absurde et mensongère.

Grande a été l'ingéniosité de ceux qui, à travers les âges d'oppression et les générations ignorantes, ont travaillé à l'imposer aux humanités faibles et craintives.

*

* *

Condensant ce que nous venons de développer, nous répéterons donc :
HISTORIQUEMENT : la patrie est instable, elle évolue et se transforme selon le hasard des guerres et des conquêtes.

GÉOGRAPHIQUEMENT: la patrie n'existe pas. Il n'y a pas de frontières naturelles et la terre de France est absolument identique à celle de Prusse ou d'ailleurs.

SOCIOLOGIQUEMENT: la patrie est une tromperie. Elle rassemble sous le même drapeau des hommes aux mœurs, coutumes, langues, habitudes, idées, religions plus ou moins différentes.

ÉCONOMIQUEMENT: la patrie est un mensonge intéressé des dirigeants et des exploiters pour tromper les pauvres et engager ces derniers à défendre un état de choses qui leur est préjudiciable.

La patrie guerrière, officielle, n'existe donc aucunement, elle est un mensonge éhonté, une tromperie machiavélique.

Il existe un sentiment naturel — amour du sol et des lieux où l'on est heureux — mais il est facultatif, restreint à ce sol et n'a rien de commun avec le patriotisme chauvin.

Il n'y a pas de solidarité nationale. Il ne peut exister de fraternité et de camaraderie qu'entre des hommes libres, décidés à la réciprocité. Seuls, les anarchistes sont vraiment solidaires les uns des autres au milieu de la société bourgeoise où se déchirent les inconscients — riches ou pauvres.

Les anarchistes nient par conséquent l'Entité Patrie basée sur des mensonges et des erreurs et la repoussent ainsi que toutes les conséquences qui en découlent.

DEUXIÈME PARTIE

L'OPPRESSION MILITARISTE

Après la patrie et le patriotisme, apparaît leur corollaire nécessaire : *l'armée.*

Le patriotisme est, en effet, le prétexte choisi pour justifier l'armement d'une partie de la population, sous le fallacieux prétexte d'être sur la défensive et de veiller à l'intégrité du territoire national.

Mais nous le savons (et il est facile de s'en rendre compte), cela n'est qu'un mirage, une tromperie, et la véritable raison, la cause essentielle du militarisme, c'est le capitalisme, c'est la propriété individuelle.

C'est au nom de ce patriotisme étroit, abrutissant, fanatique, que l'on justifie l'exploitation patronale, la tyrannie gouvernementale, c'est au nom de la patrie, c'est dans son intérêt que l'on persuade aux prolétaires de se maintenir dans l'esclavage, sous la domination capitaliste.

C'est le mensonge le plus flagrant, car les sacrifices exigés des travailleurs sont justement utilisés contre eux-mêmes. En conservant l'idée de patrie par leur ignorance, ils collaborent à l'armée, au militarisme, dont le but unique a toujours été la défense du capital.

La propriété ne pourrait subsister si elle ne s'appuyait sur l'autorité sous ses diverses formes — militaire, religieuse, étatiste.— La question militaire est donc avant tout économique et nous voyons que les producteurs font preuve de la

plus grande aberration en adhérant au patriotisme, participant ainsi au maintien de l'armée — et par conséquent de la propriété individuelle. Ils ignorent sans doute que celle-ci n'est qu'une forme du parasitisme usurpateur et que la fortune des possédants n'a pu être créée et maintenue qu'au détriment des faibles, des déshérités ?

Peut-il exister une aberration plus folle que le patriotisme, une supercherie plus grossière et plus cynique ?

Aux époques primitives et barbares de l'humanité, lorsque les peuplades guerrières, après les luttes continuelles auxquelles elles se livraient, étaient victorieuses des tribus ennemies, elles en asservissaient les membres. C'était l'esclavage, la contrainte corporelle, l'obligation imposée au vaincu de travailler pour son maître. Puis l'autorité s'organisa, des castes se créèrent, castes supérieures et dirigeantes. C'est alors que vint la nécessité de l'armement de ces castes, de la formation de la force armée dans le double but de maintenir dans «l'ordre» et dans l'esclavage, les vaincus asservis et de se préparer à de nouvelles conquêtes et à l'agrandissement de la tribu.

Ces puissances armées ne devaient plus disparaître, cette forme ancestrale de la gendarmerie nationale actuelle devait survivre, elle devait évoluer, suivre tous les changements, toutes les métamorphoses des peuples, des groupements humains. Ce n'est que plus tard, dans un état de «civilisation» avancée, que les dirigeants eurent l'ingénieuse idée d'armer les asservis, les esclaves eux-mêmes pour les contraindre à la défense de leur propre misère, de leur propre esclavage.

Oui ! la bourgeoisie moderne a trouvé le moyen, à l'aide du patriotisme, de faire marcher les prolétaires les uns contre les autres, devenant ainsi les artisans de leur propre servitude.

Au moins, la seigneurie féodale avait encore le courage de défendre elle-même ses biens, de lutter personnellement pour la défense de sa puissance et de sa tyrannie. Le seigneur combattait en personne du haut de son donjon ou de son pont-levis. Et les armées mercenaires, composées presque toujours de cavalerie, que l'on convoquait et rassemblait selon les occasions pour les razzias, pillages et conquêtes, ces armées n'imposaient pas un service obligatoire, les soldats étaient payés, ils touchaient une solde, ils recevaient une part dans le butin, dans la prise. Ils ne se gênaient même pas, à l'occasion, pour se retourner contre leurs seigneurs et changer de bannières selon les avantages qui leur étaient offerts par l'ennemi.

Aujourd'hui le rouage est plus compliqué. Les astucieux et les pervers qui y avaient intérêt ont si bien embrouillé le système social que la masse accepte sans hésitation et avec enthousiasme le rôle qu'ils lui ont tracé. Comment ne pas reconnaître l'ingéniosité progressive des spoliateurs ? Au début, le vainqueur dévorait purement et simplement le vaincu. Ensuite, il trouva plus avantageux de le faire produire à sa place, de le faire travailler pour lui, de le maintenir de force dans le servage. Et enfin, après le développement de cette exploitation, il put créer un tel état moral, une si grande ignorance et des préjugés si absurdes que les esclaves se contraignent mutuellement à l'obéissance, à la misère et à tous les maux qui en résultent

Il est bon de faire remarquer le caractère exclusivement anarchiste de l'antipatriotisme. Pour combattre la patrie, il faut être ennemi de l'autorité, de l'Etat. Il est utile de faire cette constatation puisque certains socialistes-révolutionnaires se proclament, à leur tour, antipatriotes. Tous les collectivistes sont partisans d'une forme gouvernementale, imposant la production aux individus et les rétribuant à l'aide du bon-travail. Or, tout gouvernement, pour être effectif, a besoin de s'appuyer sur une force militaire ou policière qui lui permet de faire respecter ses lois et ses règlements.

En régime socialiste-autoritaire, il y aura des milices chargées de fusiller les mécontents, les insoumis — et les anarchistes également, bien entendu.

L'antimilitarisme des socialistes n'est donc pas — et ne peut pas être — intégral. Seuls les anarchistes, contempteurs de l'autorité, peuvent combattre logiquement le militarisme qui est sa forme essentielle, seuls ils peuvent repousser le dogme de la patrie et briser ainsi les cadres de toutes les collectivités oppressives de l'individualité humaine.

Les collectivistes, révolutionnaires ou parlementaires, se chargent eux-mêmes d'appuyer par leurs actes les critiques que nous leur adressons.

N'avons-nous pas eu connaissance des théories bizarres exposées dans la Guerre Sociale par d'anciens anarchistes fort repentis et des antimilitaristes naguère très fougues ?

Après avoir stigmatisé de toutes leurs forces le militarisme exécré, après avoir traîné le drapeau dans le fumier, etc., nous les entendons aujourd'hui soutenir une thèse essentiellement différente. Maintenant, on ne peut plus vivre sans armée. Il ne faut plus planter le drapeau dans les immondices, mais au contraire il paraît que le devoir de tout vrai révolutionnaire consiste à se rendre à la caserne et à y devenir un excellent soldat, digne de mériter les galons chers au général Hervé !

On appelle cela le militarisme révolutionnaire.

Sans lui, sans soldats disciplinés luttant pour la Cause sous les ordres d'officiers clairvoyants, point de bonheur social possible. Sans une armée bien organisée, rien ne sera changé au lendemain de la Révolution triomphante.

Il y aurait beaucoup à dire sur ces théories... surprenantes. On pourrait voir jusqu'à quel point il est possible — en l'état actuel des esprits — d'être révolutionnaire sans être autoritaire. C'est une besogne critique que j'ai déjà effectuée et qui m'occupera encore. Ici, je veux uniquement constater que les autoritaires, les étatistes, si avancés soient-ils, ne peuvent être vraiment antimilitaristes et que le farouche Hervé lui-même, se réveille finalement dans la peau d'un militariste fieffé !

Or, si les prolétaires ne sont pas logiques en travaillant de toutes leurs forces à soutenir les institutions que nous combattons, les bourgeois qui en bénéficient sont dans leur rôle en perpétuant cette mentalité.

C'est pour cela que dès les premiers ans, on introduit dans nos cerveaux le poison du patriotisme. C'est pour cela que l'on développe en nous les instincts brutaux, les goûts de batailles, de guerre, de gloire, de meurtre, les idées de revanche et de conquêtes.

Et la bourgeoisie capitaliste est armée supérieurement pour effectuer ce travail ; par son instruction «laïque et obligatoire», par son enseignement scolaire, par son éducation historique, bourrée d'anecdotes guerrières, de récits de combats, d'apologies de généraux, fameux et de tueries non moins célèbres, inculquées autoritairement à l'enfant.

Elle utilise aussi ces sentiments si naturels, chez l'enfant comme chez l'adulte — amour de son pays, amour de sa mère, de sa famille. Ces sentiments, elle s'en empare, elle les capte, elle les canalise vers un but exécrable, elle les détourne de leur réalisation humaine pour en faire les instruments d'une exaltation chauvine et haineuse.

Du reste, tout concourt à l'infiltration de ce préjugé. L'entourage familial, les premiers jouets accordés (sabres, fusils, panoplies militaires, images de boucheries), l'influence du milieu, tout cela contribue à former du cerveau frêle et impressionnable de l'enfant un véritable réceptacle de conceptions stupides et fausses.

Puis, c'est la caserne, c'est la gendarmerie de l'intérieur, c'est l'obligation pour les prolétaires de réprimer les troubles, d'intervenir dans les grèves, de sévir contre les émeutiers et les perturbateurs de « l'ordre » et même de remplacer les ouvriers grévistes dans le travail abandonné.

Voyons un peu l'œuvre et les résultats de la caserne, *cette invention hideuse des temps modernes*.

L'homme a vingt ans, il est sain, robuste, utile et bon ; on l'arrache à son milieu, à sa famille, à ses camarades, à ses études. Il renonce à tout ce qui lui est cher parce qu'il ne sait pas, parce qu'il est ignorant. Il va au-devant de la souffrance parce qu'il la considère comme fatale et inévitable.

Il arrive à la caserne. Par une discipline avilissante, des procédés éhontés, on complète, on termine la besogne d'abrutissement, le travail d'émascation morale. La caserne, on l'a dit bien souvent, c'est l'école du meurtre, l'école de l'assassinat. Le militarisme aboutit forcément au crime —car un meurtre est toujours un crime, quelle qu'en soit la victime: étranger, Français, gréviste, homme noir ou jaune.

Mais ce que nous reprochons surtout à l'armée, nous anarchistes, c'est son caractère de broyeuse d'individus ; ce que nous lui reprochons, c'est d'être l'école de l'obéissance, de la lâcheté, de la résignation. L'étiollement physique, la perte de la force des individus, la dégénérescence de la race, l'accroissement de la misère, l'augmentation de l'abrutissement, la perte de l'intelligence, du goût au travail et de l'instinct social, la disparition de l'affection, de la bonté innée et leur remplacement par l'hypocrisie, la brutalité, la grossièreté, voilà quelques-uns des bienfaits de la caserne.

L'homme capable de supporter l'influence de la caserne, l'homme capable de passer plusieurs années de sa vie dans cet enfer est bien perdu, car la force de réaction et d'énergie nécessaire pour résister est considérable.

La caserne nous a pris des hommes sains, bons, courageux ; des hommes que nous aurions aimés, avec lesquels nous eussions lutté, travaillé, vécu, elle nous rend un troupeau veule, avachi, taré, incapable d'un mouvement affectueux, d'un sentiment généreux, d'une solidarité effective. Elle nous rend des hommes paresseux, pourris et féroces, des déchets humains, des scories de la société, des loques inutilisables. Elle nous rend surtout de bons citoyens, de bons électeurs, de doux ouvriers, d'excellents esclaves subjugués par la discipline, dressés à l'obéissance, à la servitude, à la résignation, au vice, et ce sont ceux-là que nous haïssons par-dessus tout, parce qu'hélas ! en vertu de notre monstrueuse et inique société, ils sont appelés à nous régir, à participer au fonctionnement de l'autorité oppressive et nous les haïssons parce qu'ils sont le poids mort qui nous écrase sous sa charre inconsciente.

*

* *

Mais un joli côté de l'armée, c'est encore son rôle officiel, c'est-à-dire la guerre. Il faut dire que depuis quelques années, mus peut-être par une crainte salutaire les gouvernants semblent avoir clôturé provisoirement l'ère des guerres européennes. Ils se sont, du reste, copieusement rattrapés dans les expéditions coloniales, Madagascar, Tonkin, Chine, Maroc, etc. (c'était moins dangereux et plus fructueux).

Je ne m'arrêterai pas à faire la description de l'horreur de la guerre, cela fut fait bien souvent et devient trop banal. Je me bornerai à dire simplement en passant, que la guerre (ou l'expédition coloniale) a pour unique motif l'intérêt capitaliste.

Par suite de la puissance grandissante du machinisme, par suite du développement croissant de la production, il se forme des stocks de marchandises

qui s'amoncellent dans les magasins (puisque d'autre part l'insuffisance de leurs salaires empêche les travailleurs de satisfaire intégralement leurs besoins). Ces stocks, ces réserves de denrées restent donc sur les bras des capitalistes et c'est pourquoi ils cherchent des débouchés, — c'est pour l'écoulement de leurs produits qu'ils sont prêts à envoyer à la boucherie des milliers et des milliers de pauvres brutes inconscientes.

(Il n'y a pas d'ailleurs de surproduction, puisque dans nos villes des milliers d'enfants, d'hommes, de femmes, de vieillards, subissent de continuelles privations qui les désignent à de cruelles maladies et à une mort prématurée).

Les guerres ne sont que des querelles entre capitalistes de nationalités différentes, elles ne sont que des compétitions commerciales, des luttes pour la prépondérance sur les marchés commerciaux et financiers.

Que les bourgeois soient assez vils pour employer des moyens aussi crapuleux et aussi sanguinaires, qu'ils n'hésitent pas, pour quelques billets de banque, à jeter les uns contre les autres des hommes qui s'ignorent et s'indiffèrent, cela passe encore, ils sont dans leur rôle.

Mais que les pauvres victimes, vouées d'avance au sacrifice, l'acceptent aussi bénévolement et aussi joyeusement, qu'elles fourbissent elles-mêmes leurs instruments de mort et préparent leur exécution, cela est moins compréhensible. Cela serait même inexplicable, si nous n'avions pas constaté, expliqué et stigmatisé dans les pages précédentes, la puissance de l'erreur patriotique et son ignoble rôle militaire et chauvin.

*

* *

EN RÉSUMÉ :

L'armée constitue le soutien essentiel de l'autorité.

L'organisation militaire a pour but de défendre la propriété et les privilèges des bourgeois contre les fureurs et les revendications des révoltés.

La caserne a une influence désastreuse sur les hommes. Elle les avilit, les dégrade moralement et physiquement. Elle en fait des automates et des êtres serviles. Elle détruit en eux l'initiative et la volonté individuelle pour les convertir en esclaves dociles, dévoués collaborateurs de l'iniquité sociale.

Le prétexte invoqué pour le maintien de l'armée, c'est la défense de la patrie et la possibilité d'une guerre. Or, la guerre est généralement une simple opération capitaliste et commerciale pour trouver des débouchés aux denrées provenant de la prétendue surproduction.

Ainsi, c'est au nom d'une patrie mensongère et irréaliste que l'on maintient l'armée. Le rôle véritable de celle-ci, c'est de nous opprimer, de nous fusiller et de sanctionner notre exploitation.

Les anarchistes trouvent en elle la force objective s'opposant à leurs tentatives révolutionnaires.

Aussi, notre attitude est-elle nettement adverse de toutes les armées (SAUVEGARDES DU CAPITAL), de toutes les casernes (POURVOYEUSES ÉLECTORALES, SOCIALES et PATRONALES).

TROISIÈME PARTIE

L'ACTION ANTIMILITARISTE

Lorsque parut la première édition de *l'Idole Patrie*, son auteur fut traduit devant les tribunaux. André Lorulot comparut donc devant la Cour d'Assises du Nord, le 27 novembre 1907. A ses côtés, étaient également poursuivis deux camarades, coupables d'avoir vendu la brochure : Broutchoux et Cachet.

Malgré les plaidoiries des avocats, MM^{es} Ador et Jacques Bonzon, malgré la défense présentée par les camarades eux-mêmes, le jury rapporta un verdict de condamnation, en vertu duquel Lorulot fut frappé de quinze mois de prison et ses co-inculpés de trois mois de la même peine. L'inculpation était la suivante : *provocations adressées à des militaires, dans le but de les détourner de leurs devoirs, excitation à la désobéissance, à la désertion, à l'insoumission*. Les passages incriminés étaient contenus dans la troisième partie de la brochure intitulée : **L'Action Antimilitariste**.

Nous avons cru nécessaire, au moment de la présente réédition, de faire connaître aux camarades une partie de la plaidoirie prononcée à l'audience par M^e Ador. Cela permettra de donner un léger aperçu de ce que fut ce procès d'opinion (où s'allièrent comme rarement, le cynisme bourgeois et l'intolérance judiciaire) et en même temps, nous conserverons à l'œuvre de notre ami, son caractère intégral et sa physionomie primitive. Le compte-rendu judiciaire contient en effet *inextenso* la troisième partie de l'ouvrage, celle qui fut condamnée.

La Librairie Internationaliste.

Messieurs les Jurés,

Lorsqu'au dernier moment, j'ai été sollicité de défendre les inculpés qui comparaissent devant vous aujourd'hui, je me suis hâté d'étudier l'affaire et de parcourir le dossier. Et tout de suite, je suis demeuré surpris, effrayé même, du peu de consistance de l'accusation. Comment, c'est pour ce petit livre, c'est pour ces quelques phrases, que depuis des semaines et des mois, ces trois hommes font de la prison préventive dans les plus mauvaises conditions ! Je vous le répète, MM. les Jurés, je fus désemparé de cette constatation.

Le délit reproché est celui de provocation à la désobéissance. Pour défendre mes clients, je ne me placerai pas au point de vue doctrinaire, je ne soutiendrai pas leurs théories, c'est une besogne qu'ils effectueront mieux que moi-même. Je préfère rester sur le terrain purement juridique et je prétends démontrer simplement que la brochure de Lorulot est un livre philosophique, une thèse — discutable, certes — une critique de l'idée de patrie et du patriotisme. Nulle part, on n'y trouve de provocation, l'accusation ne repose sur rien, c'est un procès d'opinion que l'on nous fait. Messieurs ! Pour quelques paroles hérétiques sur nos institutions, on jette l'auteur en prison, on enferme jusqu'aux vendeurs de son œuvre.

*Je les ai cherchées vainement ces provocations — et pourtant je l'ai lue et relue, cette **Idole Patrie**. Mais je ne me suis pas contenté de lire les phrases, les*

extraits détachés du texte par l'accusation — procédé qualifié par Lorulot, un peu durement je l'avoue, de jésuitique. Ce n'est pas sur des coupures que vous devez vous faire une opinion et baser votre jugement. Ces extraits, isolés du texte qui les précède et qui les suit, qui les explique et qui les commente, ne gardent plus la signification que l'auteur a voulu leur donner. Il me sera facile de le montrer et pour cela, je vais vous lire en entier le chapitre où se trouvent les passages incriminés. C'est la troisième partie, intitulée:

L'ACTION ANTIMILITARISTE

Comment devons-nous agir pour combattre l'ignorance et le préjugé patriotique ?

Comment pouvons-nous espérer désagréger la puissance militaire, et ainsi amener la transformation sociale ?

Et surtout que devons-nous faire immédiatement, individuellement, pour nous libérer du militarisme ?

Notre propagande antipatriotique doit évidemment être une propagande d'éducation et d'agitation. Avec nos brochures, nos manifestes, nos affiches, nos conférences, nous pouvons espérer voir augmenter de plus en plus le nombre des adversaires de l'idole exécrée.

N'oublions pas la femme qui, par son éducation, prépare le cerveau de l'enfant et en fabrique un conscrit.

C'est surtout vers les jeunes que nous devons aller, éloigner d'eux tous les jouets guerriers, tous les livres patriotiques, développer en eux les instincts de bonté, de camaraderie, d'affection, leur montrer l'horreur de la guerre et leur inculquer la haine de l'armée, afin de leur donner les saines idées de révolte qui les éloigneront dès bagnes militaires.

Et comment pourra s'opérer le licenciement de la caserne ?

Voilà le point capital de la question.

Comme nous l'avons vu, l'armée est instituée par l'autorité pour la défense de la propriété et de l'ordre social. Il est donc insensé d'espérer que les gouvernements pourront licencier leurs armées ou proposer le désarmement universel. C'est une généreuse utopie.

Quand même les armées permanentes seraient supprimées et remplacées par des milices comme le proposent nos excellents socialistes, rien ne serait changé et l'autorité aurait toujours à sa disposition une force coercitive. Il n'y a donc pas lieu d'escompter un licenciement ordonné, lequel amènerait le suicide de nos exploités.

Qu'est-ce qui constitue la force militaire, si ce n'est l'appui et le consentement volontaire de tous ? Le militarisme existe par notre faute, c'est notre veulerie, notre avachissement qui font sa puissance, c'est notre participation et notre appui qui l'aident à durer et à se perpétuer.

Par conséquent, il n'y a pas, il ne peut pas y avoir d'autres moyens de supprimer une armée, c'est-à-dire une masse d'hommes, que la détermination chez ces hommes de ne plus se livrer à leur rôle néfaste.

Le jour où les soldats auront compris la folie de leurs actes, ils se refuseront à les exécuter et ce sera la fin de l'armée, par la grève, l'insoumission générale, le refus énergique du service militaire.

L'œuvre antipatriotique et antimilitariste est donc de préparer ce grand mouvement de grève militaire qui pourra produire, parallèlement à la révolte

ouvrière généralisée, la transformation sociale et économique que nous désirons et que nous préconisons.

Montrons à l'ouvrier l'absurdité de l'idée de patrie et la criminalité du militarisme. Montrons-leur les faits de grève où ce sont toujours des travailleurs qui tuent leurs frères sur l'ordre des galonnés.

Apprenons-leur à réfléchir et à agir sagement, après examen.

Pour les antimilitaristes, pour les révolutionnaires appelés à servir « leur patrie », quelle sera la ligne de conduite logique ? Comme je l'ai dit plus haut, nous maintenons le militarisme par notre soumission — volontaire ou non — par notre obéissance à l'ordre d'appel. Il importe donc de dire que la véritable attitude antimilitariste sera celle d'un individu qui refusera énergiquement de porter les armes ou de répondre à l'appel, ce sera l'attitude de tous ceux qui seront assez courageux pour fuir les bagnes militaires et pratiquer la désertion et l'insoumission.

Insoumission et refus du service, individuel d'abord, collectif ensuite, voilà comment la caserne s'écroulera et le militarisme disparaîtra.

Pourtant, nous ne conseillons pas la désertion, ni l'insoumission, nous estimons que ces actes étant une manifestation trop puissante de l'énergie individuelle, ne peuvent dépendre que de la conscience et de la volonté de chacun.

Nous devons également tenir compte des situations particulières et des cas où, malgré lui, involontairement, l'homme est obligé d'aller plier le front sous la férule de ses ennemis. C'est là une question trop grave pour que j'assume la responsabilité d'une règle de conduite absolue, chacun est seul juge de l'opportunité de mettre d'accord ses actes et ses idées, et d'agir en antimilitariste ou en militariste.

J'ai voulu montrer simplement qu'il n'y avait pas une autre attitude antimilitariste que celle de l'insoumission. J'affirme que c'est la seule conduite portant au militarisme une atteinte vraiment efficace.

Je sais toutefois qu'il y a des camarades énergiques qui préconisent l'entrée à la caserne dans un but de propagande. Mais cette propagande dans un tel milieu, avec de tels hommes, est d'une telle difficulté que celui qui s'y livre le fait souvent sans d'autre résultat que d'aggraver sa situation personnelle et aller souffrir et agoniser quelques années dans les bagnes africains dont l'ignominie surpasse encore (et c'est peu dire), celle des enfers de la métropole.

On nous dit aussi que si les énergies sont rares et hésitent à s'affirmer, cela tient surtout à la triste condition qui est faite au réfractaire en pays étranger, à tous les maux qui l'attendent, seul, sans argent, sans appui, sans connaître la langue du pays.

C'est, en effet, un obstacle digne d'arrêter et de faire réfléchir les plus intrépides. Ce n'est pas une perspective tentante que d'aller subir des persécutions plus grandes encore que celle de son pays et d'être livré à tous les arbitraires. Oui, cet avenir n'est pas souriant, il est sombre, mais l'avenir à la caserne l'est-il moins ? Ses difficultés ne sont-elles pas équivalentes ainsi que ses dangers ?

Encore une fois, c'est une question importante que chacun résout selon son cas et sa situation spéciale.

Que celui qui est contraint de se rendre à la caserne y aille, mais qu'il n'oublie jamais ses conceptions, qu'il réagisse le plus qu'il pourra contre le milieu, et qu'il essaie encore et malgré tout de combattre le militarisme.

Pourtant, il me semble que les obstacles que l'on nous signale à l'extension de l'insoumission, ne sont pas infranchissables. Ne tiennent-ils pas, au contraire, au caractère incomplet de notre antimilitarisme ?

Ne pourrait-on, par une organisation internationale, faciliter l'insoumission et l'arrivée, l'installation des réfractaires ? Ne se trouverait-il pas un peu partout des camarades assez conscients pour recevoir leurs frères de révolte et subvenir à leurs besoins, leur procurant du travail, des vêtements ? Ne serait-il pas urgent de répandre davantage les langues étrangères et principalement la langue auxiliaire internationale, *l'Espéranto* ?

Cette question n'est pas insoluble. Elle est au contraire d'une solution et d'une application simples. Par la création de milieux communistes, par le développement et l'orientation intelligente de la camaraderie anarchiste, par l'échange de leurs enfants entre familles de nationalités différentes, elle trouvera sa réalisation, car la solidarité ne doit pas rester un vain mot.

Parmi les moyens de lutte antimilitariste, il y a encore le refus pur et simple de porter les armes, refus qui fut pratiqué par les disciples religieux de Tolstoï. Ce refus motivé, expliqué, pourrait avoir une grande répercussion et une grande influence sur les masses. Mais il exige un désir d'apostolat, une volonté de sacrifice rares, et cette fois encore nous ne pouvons le conseiller, car c'est une attitude éminemment énergique et que seuls quelques rares tempéraments élevés pourront mettre en pratique.

Voilà, selon nous, les attitudes immédiatement praticables, en temps de paix, de l'antimilitariste.

En temps de guerre, que sera cette attitude ?

Ce point sera vite résolu. Il est évident que les prolétaires conscients, que les révolutionnaires doivent refuser de participer aux tueries internationales.

Puisque nous venons de dire que nous devons refuser notre concours en temps de paix, à plus forte raison, au moment d'une conflagration, nous devons résolument nous mettre à l'écart, laissant les inconscients se détruire et s'entr'égorguer mutuellement.

Devons-nous plaindre ces derniers et gémir sur leur sort ? Je ne le crois pas, puisque leurs souffrances et leurs maux sont leur propre et triste ouvrage et que c'est par suite de leur ignorance et de leur inconscience que ces abominables événements peuvent se produire.

Mais si le spectacle des tueries ne nous émotionne pas, en raison justement de ceux qui en sont les acteurs et que nous connaissons comme nos adversaires de tous les jours, nous devons être néanmoins les adversaires d'une guerre, mais sans nous baser sur des mobiles sentimentaux. En effet, nous savons qu'il résulte toujours des guerres internationales une réaction gouvernementale, une exaltation des sentiments chauvins et patriotiques qui détournent pour longtemps le peuple de sa voie révolutionnaire et libératrice, qui lui donnent la faculté et l'occasion de se résigner à son sort, de se sacrifier pour l'intérêt collectif et le salut de la nation.

Tant que les prolétaires ne seront pas véritablement révolutionnaires, tant qu'ils ne seront pas capables de s'opposer efficacement aux entreprises des gouvernements et d'empêcher leurs machinations, qui sait si les dirigeants n'ont pas intérêt à susciter, à déchaîner les haines et les conflits internationaux ?

Ce dérivatif leur est trop praticable et trop utile pour qu'ils le négligent ; néanmoins il est dangereux.

Appliquons-nous à ce qu'il le devienne encore davantage et lorsqu'il y aura dans les rangs des travailleurs assez de révolutionnaires, assez d'anarchistes, ce sera la fin des guerres internationales, ce sera leur disparition définitive, et ce sera aussi la possibilité victorieuse de la grande guerre, de la grande lutte qui viendra instaurer parmi les hommes un milieu d'où seront enfin bannies pour toujours les guerres, les patries, les haines, les lois, les souffrances et les larmes, d'un milieu où l'harmonie sera formée et réalisée par l'entente libre et la camaraderie de tous

les hommes réunis sans distinction de races, de religions, de patries, dans l'affectueuse fraternité anarchiste.

Conclusions Générales

Le patriotisme est un préjugé, une idée absurde, basée sur l'existence fictive d'une patrie, d'une nation.

Les dirigeants ont intérêt à soutenir ce préjugé ainsi que les obligations et les devoirs qu'il engendre, parce qu'il leur est indispensable pour justifier l'existence d'une force armée, — force qui n'est en réalité qu'une puissance coercitive contre les exploités et un moyen de sauvegarder la situation privilégiée des bourgeois.

Par conséquent, l'armée est la force objective sociale la plus redoutable. Il apparaît donc que tous les prolétaires, tous les exploités, tous les révoltés, tous ceux qui ont intérêt à la disparition de l'organisation sociale actuelle devront lui refuser leur concours et leur appui.

L'antimilitarisme pratique, c'est la désertion et l'insoumission, le refus des soldats ou de ceux appelés à l'être, de participer à cette besogne d'oppression.

Dès maintenant, les individus peuvent essayer de se soustraire au "patriotique devoir". Il est certain qu'ils le pourront à l'aide d'une solidarité véritable et par *l'organisation de la désertion*.

Néanmoins, celle-ci demeure un acte purement individuel, chacun étant libre d'agir à sa guise, selon ses intérêts et ses désirs, chacun pouvant choisir son attitude.

Les mêmes motifs demeurent évidemment pour le cas de guerre, car il n'est pas admissible d'être militariste en temps de paix et pas en temps de guerre, et vice-versa.

La désertion, l'insoumission, le refus de porter les armes, autant de moyens qui, joints à la propagande par l'écrit, la brochure, la parole, etc., pourront hâter, nous l'espérons, la fin du culte de l'idée de patrie, prélude indispensable et fatal du revirement moral nécessaire à la grande œuvre de rénovation sociale !

André LORULOT

Voilà donc, MM. les Jurés, ce qui constitue le délit. Voilà le crime pour lequel M. l'Avocat Général disait à l'instant que s'il l'osait, il demanderait la tête de Lorulot! Ce n'est pas sur le terrain des idées — respectables sans doute — que nous devons discuter. Il ne s'agit pas de savoir si nous croyons ou si nous ne croyons pas à la Patrie, il s'agit de savoir si nous sommes coupables de provocation, du délit de provocation... Et nous répondons : non ! Et la brochure répond : non ! avec nous. En effet, je reprends deux passages bien caractéristiques de la pensée de l'auteur. Page 26, il dit :

Pourtant, nous ne conseillons pas la désertion, ni l'insoumission, nous estimons que ces actes étant une manifestation trop puissante de l'énergie individuelle, ne peuvent dépendre que de la conscience et de la volonté de chacun.

Et plus loin, page 27, il dit encore :

C'est là une question trop grave pour que j'assume la responsabilité d'une règle de conduite absolue, chacun est seul juge de mettre d'accord ses actes et ses idées, et d'agir en antimilitariste ou en militariste.

Est-il besoin d'insister sur la clarté de telles déclarations ? Non seulement Lorulot ne fait pas de provocation, mais il déclare que cela serait inutile et dangereux. Je comprends pourquoi M. l'Avocat Général a laissé cette question de côté, préférant combattre leurs «abominables théories». Non, il n'y a pas de provocations, ni d'ailleurs de provoqués. Où sont-ils les militaires provoqués ? Pourquoi ne les a-t-on pas fait comparaître ?

Ces poursuites sont inadmissibles, dans un pays où l'on se réclame de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen. On veut faire revivre le crime de penser et on le fait avec une brutalité sans précédent.

Pour vous faire comprendre toute l'iniquité du procès d'aujourd'hui, je vais à présent vous donner lecture de passages, d'extraits émanant d'autres auteurs. Vous verrez quelle différence de langage, quelle forme violente ont employé quantité d'écrivains qui, néanmoins, ne furent jamais inquiétés. Je commencerai par un passage de Boucher de Perthes, lequel ne fut pas un anarchiste, bien au contraire. Nous avons donné le nom de ce grand savant à une rue de Lille et voici pourtant ce qu'il écrivait en 1851, dans un livre intitulé : Hommes et Choses :

Comment les riches font-ils battre les pauvres : en leur offrant un fusil et sa baïonnette. Eh ! bien, vous n'avez qu'une chose à faire, c'est de vous croiser les pattes ; et ni pour or, ni pour argent, ni par promesses, ni par menaces, de ne toucher ni à ce fusil, ni à sa baïonnette.

Là-dessus, on enverra les gendarmes; laissez venir les gendarmes. On vous mènera en prison, laissez-vous mener en prison. On vous conduira devant le juge, laissez vous conduire devant le juge On vous condamnera à joindre un régiment. Là, on voudra vous faire faire l'exercice, et pour faire l'exercice on vous représentera ce même fusil.

Ici, attention ; rappelez-vous que c'est pour tirer sur un homme qu'on vous le met à la main, et pour tirer sur un homme qui ne vous fait pas de mal, qui ne veut pas vous en faire, qui, comme vous, ne demande qu'à travailler tranquillement et qu'à vivre de son travail, à un homme qu'on a contraint comme on vous contraint vous-même, à sacrifier son repos, son temps et son sang à la défense d'intérêts qui ne sont pas les siens et de principes qu'il ne saurait comprendre, parce qu'ils ne sont pas fondés ni sur le bon sens, ni sur le bon droit; ou bien encore au maintien d'un contrat qu'il n'a pas fait et qu'il ne consentirait jamais à faire, parce qu'il ne le sauve ni de l'oppression, ni de la faim. Ne touchez donc pas plus à ce fusil que s'il était de fer rouge.

Sur ce refus, on vous traitera d'insoumis, de réfractaire, de lâche, de sans-cœur; n'en touchez pas plus au fusil. On vous montrera l'étranger envahissant la patrie : laissez l'étranger envahir la patrie. On vous le montrera renversant le trône ou le fauteuil présidentiel. Tout cela ne vous regarde pas le moins du monde. Ne vous ai-je pas dit que vous n'avez pas de patrie là où vous n'avez pas de pain ! Si l'étranger vous en apporte, il n'est pas l'étranger, il est votre père nourricier. S'il ne vous en apporte pas, il ne peut vous en prendre, puisque vous n'en avez pas. Encore une fois ne touchez pas au fusil et laissez-les dire.

.....
Que la lance ne touche au soc, ou bien le soc brisera la lance et le bras qui la porte.

Boucher de Perthes ne fut pas poursuivi. Et c'était sous l'Empire, MM. les Jurés! Les hommes de celle époque n'avaient pas la chance de posséder un gouvernement républicain et démocrate, des ministres radicaux et même socialistes... Et d'autre part, comme les théories de Lorulot paraissent anodines à côté de ces extraits !

Prenons encore parmi les œuvres plus contemporaines : Le Manuel du Soldat, édité par la Fédération des Bourses du Travail de France. Il y est dit, :

« Si vous croyez ne pouvoir supporter les vexations, les insultes, les imbécillités, les punitions et toutes les turpitudes qui vous attendent à la caserne : **Désertez !** Cela vaut encore mieux que de servir d'amusement aux bourreaux alcooliques et fous furieux qui prendraient soin de vous dans les bagnes militaires. « Si vous croyez qu'il n'y ait pas une propagande de révolte à faire à la caserne, si vous croyez que cette propagande ne vaut pas les risques que vous courriez à la faire, et si vous croyez qu'il vous serait impossible d'y passer deux années sans faire cette propagande que vous jugez inféconde et que vous jugez néfaste pour vous: **Désertez !** »

Le Manuel du Soldat a été poursuivi devant la Cour d'Assises de la Seine. Malgré sa violence de langage, le Jury l'a acquitté.

Appréciez pourtant la différence d'expressions. Tandis que Lorulot se contente d'examiner, de peser, de comparer, d'approfondir— sans conclure en quelque sorte — sans formuler une règle de conduite précise, l'auteur de cette brochure dit catégoriquement : " Il faut désertier ". Il le conseille sans ambages, sans réticences et, je le répète, il a été acquitté.

Et à travers les discours, les livres, les écrits politiques, combien de phrases, de critiques acerbes se sont permises quantité de journalistes et d'écrivains qui n'en occupent pas moins des situations brillantes dans la société actuelle ! Je n'en veux pour preuve que l'extrait suivant, du fameux discours de M. Briand, sur la Grève générale. M. Briand, le ministre actuel de la Justice, celui qui nous fait poursuivre aujourd'hui et qui cherche notre condamnation pour un simple délit d'opinion, M. Briand a dit :

« Et alors, si l'ordre de tirer persistait, si l'officier tenace voulait quand même contraindre la volonté du soldat quand elle est envahie par des préoccupations de cette nature, ah ! sans doute, les fusils pourraient partir, mais ce ne serait peut-être pas dans la direction indiquée. »

Je pourrais continuer longtemps ces citations, ces lectures, en vous apportant encore des paroles de Victor Hugo, Guy de Maupassant, Drumont, Freycinet, Lamartine, Descaves, Tolstoï, Anatole France. A travers l'histoire, des hommes, des penseurs se sont levés pour critiquer les institutions, pour combattre la guerre et la barbarie. Nos clients sont de ceux-là. Vous ne pouvez pas les condamner, au point de vue juridique comme au point de vue humain, ils sont innocents. Il est déplorable que ces hommes aient subi une prévention longue et pénible, maintenus en prison comme l'a été Lorulot depuis sept mois malgré un état de maladie très grave, éloigné de sa femme et de ses enfants. Vous direz, MM. les Jurés, que vous n'avez pas voulu vous associer à je ne sais quelles manœuvres politiques qui motivent ces poursuites et qu'à notre époque, la Justice ne peut servir à faire disparaître des individus gênants parce qu'ils attaquent un régime social en somme très critiquable.

On sait quelle fut la réponse faite par le jury bourgeois et les chats-fourrés de M. Clémenceau. Nos amis furent condamnés.

Triomphe éphémère d'ailleurs. La marche des idées émancipatrices n'a pas été entravée, bien au contraire. De plus en plus, la vérité se fait jour et nos amis, en répandant la présente publication, feront la meilleure réponse aux souteneurs de toutes les autorités, judiciaire, militaire, patronale et gouvernementale.